



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 18 mars 2016 (2^{ème} séance)

Délibération n° COM 2016-03-02/12

OBJET: Débat d'Orientation Budgétaire 2016 (DOB)

L'an deux mille seize, le dix-huit Mars à 19h07, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre dûment convoqué, s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie de l'Anse-Bertrand sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

MEMBRES EN EXERCICE : 36

NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt-sept (27)

M. ANZALA Jean, M. ARTHEIN Victor, Mme ARMOUGON Betty, M. ATAM-KASSIGADOU, M. BARDAIL Jean, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. CORNEILLE Denis, M. DELTA Edouard, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, Mme GUILLAUME Stella, M. HERMIN Georges, M. HILL Joseph, Mme LORMEL épse ARPHEXAD Marcienne, Mme LAUG Caroll, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MANETTE Sandra, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, M. MANICOM Grégory, M. MORNAL Blaise, M. PORLON Pierre, Mme OUJAGIR Nadia, Mme RAMASSAMY Yvelle, Mme REINE Epse RAMPATH Sheila, M. ROUX Harry, Mme SERMANSON Sylvia, M. SIOUMANDAN Rénalt.

CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Deux (2)

M. BERNARD Jean-Luc à M. ARTHEIN Victor
Mme JASMIN Victoire à M. FRANCFORT Philipson

CONSEILLERS EXCUSES : Deux (2)

M. DARTRON Jean, M. LOMBION Jean-Claude

CONSEILLERS ABSENTS : Cinq (5)

M. DONA-ERIE Alfred, M. HUBERT Jean-Marie, Mme MEKEL Alexina, M. MITEL Florent, Mme MOUNSAMY Fritz,

A été élu secrétaire de séance : M. FRANCFORT Philipson.

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) en son article L2312-1,

Vu la loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République,

Vu la note relative au rapport des orientations budgétaires 2016 annexée à la présente,

Considérant qu'il est pris acte du débat des orientations budgétaires par délibération,



La Présidente expose que le débat d'orientation budgétaire (DOB) constitue la première étape du cycle budgétaire.

La loi du 6 février 1992 impose aux communes et E.P.C.I. l'organisation d'un débat sur les orientations générales du budget primitif dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci par l'assemblée.

Le DOB a pour but de renforcer la démocratie participative en instaurant une discussion au sein de l'assemblée délibérante sur les **priorités et les évolutions de la situation financière** de la collectivité ou de l'EPCI. De même, il améliore l'information transmise à l'assemblée délibérante. La loi NOTRE du 7 août vient renforcer considérablement l'information des élus, désormais, le débat d'orientations budgétaires (DOB) s'effectue sur la base d'un rapport sur les orientations budgétaires (ROB).

Elle précise que le ROB doit comporter outre les grandes orientations budgétaires et financières de l'EPCI, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses, des effectifs, de la dette.

Le conseil communautaire, OUI l'exposé de la Présidente,


ARTICLE 1 : Prend acte de la tenue effective du Débat d'Orientations Budgétaires 2016


(Les débats intervenus sont retranscrits dans le procès-verbal afférent à cette séance)

ARTICLE 2 : La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre et le Directeur Général de la Communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

fait en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Pour la Présidente,
Le 2^{ème} Vice-président et par délégation

Blaise MORNAL



- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-L'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Rue Gambetta, 97117 Port – Louis ☎ : 0590 44.77.80 📠 : 0590 44.77.99